

Entretien Jean Dore Lea Cousineau Origines RCM

Transcrit par [TurboScribe](#). [Passez à Illimité](#) pour supprimer ce message.

On a, Jean, on voulait parler avec toi des origines du RCA. Il y a eu un congrès de fondation en 1974, tu présidais, on t'avait demandé d'agir comme président de l'Assemblée, ce congrès de fondation. Et si on t'a demandé, ce n'est pas par hasard, tu connaissais la démarche que certaine personne avait faite.

Et puis, trois mois après, on a eu un congrès, entre ce congrès-là et les élections, un deuxième congrès que tu as présidé aussi, où on parlait plus du programme, et c'est lors de ce congrès que t'es devenu membre du premier éthique. Oui, pratique de trésorier. Voilà, il t'a fait la campagne électorale comme trésorier.

Oui, non, c'est comme une petite stratégie, oui, avec la découture. Pour toi, ce projet-là, la naissance du RCA, qu'est-ce que ça résonne dans ta tête pour toi? Ça te renvoie à quoi? Bien, moi, ça me renvoie à, je ne peux pas faire abstraction de ce qui s'est fait en 1970. En 1970, il y a des gens qui ont voulu lutter contre le maire Brapeau de l'époque, et le maire Brapeau en a profité à l'occasion de la crise d'octobre pour littéralement faire rouler le sang sur les bancs de l'hôtel de ville, qui me donnait l'impression que la ville était à feu à ça.

Alors, on sentait très vite les gens qui battaient dans le milieu, que tout ça, c'était une vaste phobie historique. C'est à soi qu'on fait peur au monde. Et ça faisait reculer tout ça, pourquoi on se battait en termes de progrès social, de démocratisation et ainsi de suite.

Alors, quand en 1974, des gens, ça a commencé même en 1973 avec des gens sur le conseil du travail et tout ça, et quand ça commence à jaser, il faudrait structurer une opposition au parti civique et au maire Brapeau, bien moi, spontanément, j'en étais. J'avais été uséré par ce qui s'était passé, et pour moi, c'était urgent qu'on puisse, effectivement, amener une opposition structurée avec une certaine vision de la vie urbaine qui venait corriger les plus graves lacunes de l'administration Brapeau. Donc, il y avait, dans le départ-là, une dimension contre l'administration de l'époque.

J'avais d'autres, à la fois contre l'administration qui était complètement dépassée et qui, à mon point de vue, nuisait à Montréal, et en même temps, pour un projet urbain, démocratique, ouvert, mieux centré sur la vie des citoyens, des quartiers, avec des éléments qu'on souhaitait avoir depuis longtemps, notamment meilleure planification urbaine, un plan d'urbanisme pour la ville. Tout ça, c'était des valeurs qui comportaient en alternative, je dirais, mais c'est vrai que les motivations, c'était aussi de se battre contre des gens qui étaient complètement dépassés dans l'événement et qui, de mon point de vue, faisaient reculer Montréal. Et c'était le groupe du Parti libéral.

Il ne faut pas oublier ce qu'on est en plein scandale du Stade olympique. On sait maintenant que le Stade d'Occitanie-Tifoise qui est prévu et que le rapport qui en a été improvisé, le chef

d'urgence, parce que là, c'est Carcani qui fait tout ça depuis le sens. Il faut que les citoyens bougent et c'est ce qu'on a contribué à faire, je pense, en 74.

Pas pour la première fois. Et les gens qui ont travaillé, je pense qu'il faut peut-être nommer, il y avait des gens qui venaient de la CSN, de l'OFTQ, de toute l'alliance des professeurs, un groupe urbain anglophone, dont les deux étaient Stephen Schecter. Stephen Schecter qui était à McGill.

Qui était avec nous à ce moment-là. C'est ça. Il y a les gens du LBD qui sont embarqués dans ce mouvement-là, les gens du Parti québécois.

Donc, on avait au départ un regroupement des acteurs majeurs au plan politique. Et au plan urbain. Au plan urbain.

Au plan urbain. Au plan local, au plan urbain. Et c'est ce qui rendait la chose intéressante parce que, d'une certaine façon, malgré l'expression importante des luttes nationalistes des années 70, beaucoup de gens ont mis de côté cet aspect-là de leur, je dirais, de leur motivation politique pour dire, non, non, il faut travailler avec les autres groupes à Montréal, y compris les anglophones, parce qu'on n'y arrivera pas, on ne peut pas changer durablement cette ville-là et implanter une gestion ouverte et démocratique si tous les gens qui sont partie prenantes de ce projet-là ne sont pas embarqués.

Et de ce point de vue-là, la CSN représentait une expérience urbaine assez unique, en Amérique même, je dirais. C'était un parti qui naît d'une alliance de groupes communautaires enracinés dans leurs quartiers respectifs et qui fait l'espoir de développer un projet urbain commun. C'est assez unique dans les arènes politiques.

Oui. Moi, le pur produit de l'Est de Montréal, j'étais assez âgée quand j'ai traversé la rue Saint-Laurent, pour arriver de l'autre côté. Le RSM a été pour moi, et pour beaucoup de francophones, la découverte d'allier chez nos amis anglophones.

Découvrir là des gens qui avaient les mêmes ambitions que Montréal, les mêmes idées de rebâtir une ville autour de ce quartier et tout ça, ça a été... Je ne suis pas la seule. Non, non, je suis convaincu que tu n'es pas la seule. Beaucoup de gens t'ont frappé par le fait que ces gens-là étaient des francophiles, qu'ils faisaient un effort pour parler français.

Je n'ai qu'à penser à un gars comme Arvind Rajan, qui n'arrivait strictement à rien au début, puis qui a fini, peut-être pas des misères, à apprendre le français. Mais ça fait partie de toutes ces contributions. Je pense que ça a amené des gens à se rendre compte que, disons ça, les anglophones, ce n'est pas juste les ceux qui étaient sur Montréal, puis qui nous exploitaient pendant un temps.

Nous autres, on travaillait, tu sais, dans les shops à Saint-Henri et compagnie. C'est vrai qu'il y a une partie de l'image de Montréal qui est liée à ça, à cette réalité-là. Mais il y avait une autre réalité, la réalité urbaine des années 1960-1970, où les partis anglophones n'étaient pas très différents des francophones du point de vue de leur respiration quant à la qualité de vie

urbaine.

Et c'est, pour créer la message... Au début, il y a eu grand débat sur ce qui va être un mouvement, un parti, pour finalement décider que ce serait un parti en 1974. Mais il y a eu tout ce travail sur le contenu, c'est-à-dire bâtir un programme, pour lequel on a eu d'ailleurs, et ça, c'était aussi réjouissant, l'appui des universitaires intéressés par ces questions-là, qu'on a nommés les veillés. Mon chef de terrain était un, les veillés qui étaient à l'Université du Québec, puis à l'un de l'autre, Jean-Paul Marçal d'École d'architecture, des gens qui ont pris le bateau avec nous.

Oui, qui, je pense, eux aussi souhaitaient du changement, dans le sens de ce pourquoi ils se battaient, historiquement, et qui ont vu l'URCM comme étant un moyen, un instrument qui permettrait peut-être d'atteindre ce changement-là. Surtout parce que de un moment à l'autre, on décidait qu'on devenait un parti politique. C'est-à-dire que donc, pas de ching-chlang, comme dirait l'autre, on misait, on voulait bâtir une structure pour prendre le pouvoir, pour changer les choses durablement, et pas juste tenter de les influencer.

Et ça, pour moi, c'était une dynamique importante, qui m'a beaucoup motivée. Et ça vous mène, et beaucoup de travail, entre 73 et 74, beaucoup de travail sur les contenus. Oui.

Beaucoup de travail sur les contenus, des équipes de toutes sortes, de la rédaction. Kenneth George, qui était le premier rédacteur de notre propre programme, qu'on retrouve maintenant dans le monde scolaire, mais quand même, à l'époque, et on arrive à une élection, et là, on a travaillé beaucoup, tout le monde, pour se retrouver avec un résultat. On va se le dire, on n'y croyait pas.

Je ne sais pas si tu te souviens, la veille de l'élection, Charles Fiatro, qui était l'organisateur central, nous dit, on mange ensemble, les membres d'exécutif, je veux vous parler. Et là, il nous dit, arrêtez de penser à cinq ou six personnes, vous allez probablement élire dix ou douze personnes. Moi, je n'ai pas cru.

Toi, as-tu cru? Bien, compte tenu de la mécanique, il a expliqué un peu la mécanique qui était particulière à ce moment-là. C'était trois dans chaque district. Trois dans chaque district et tout ça.

Ça se défendait, mais je ne le voyais pas vraiment. J'étais plus, moi, dans la campagne, tout le monde, si on peut au moins en pleurer quatre, cinq, on a fait pied dans la porte. Alors, c'est sûr qu'un soir de l'élection, quand on s'est ramassé au total, c'est-à-dire 18, ça, c'était inaspiré, c'était inaspiré.

Là, on est parti du sud-ouest, c'est ça, dans l'ouest. Des femmes? Trois femmes, pas de toilettes à la maison pour les femmes. Non, c'était, je pense que c'était un choc sanitaire pour tout le monde, d'avoir un boost extraordinaire pour tous les accords qui avaient été faits dans les quartiers pour élire ce monde-là.

La chance de pouvoir dire qu'on est capable de s'organiser pour la suite des choses. Puis un méchant signal à M. Le Repouille et à son groupe que la donne allait changer maintenant, qu'il allait devoir composer avec la déposition. Bon, malheureusement, ça ne sera pas simple, la suite des choses.

Plutôt laborieux. Plutôt un laborieux. En fait, on va perdre l'élection municipale.

On va perdre l'élection de 1978 par des chicanes internes entre anglophones et francophones notamment, entre autres, en partie. Une certaine droite, une certaine gauche. Une certaine gauche, oui.

Les mots étaient forts à l'époque. Oui, oui, parce qu'on est en plein dans la mouvance marxiste-léniste aussi extérieure à nous, de tous les groupes. On est un peu poigné dans ce débat-là.

Gauche-droite. Puis il y a eu des gens qui ont fait le saut en 1976 d'aller se battre contre le PQ et contre, bon, et notamment les Quartiers-Noirs. Quand il revient, on impose une règle de deux tiers au gouvernement.

Je pense qu'il n'est pas réadmis par une voix, ce qui a créé une césure. Et d'où les deux groupes, le groupe d'action municipale. Et des tensions entre le parti, comme on disait, et les élus.

C'est-à-dire qu'on s'est retrouvé avec un gros bloc d'élus pour un jeune parti qui, dans le fond, n'était pas vraiment équipé pour gérer aussi large. Oui, tout à fait. Et un candidat de la mairie qui avait fait une campagne sportive.

Oui, mais qui est parti rapidement. Mais qui est parti, donc il manquait. Moi-même, je suis parti.

Oui, moi-même, j'étais à Montréal. Je ne vais pas prendre les responsabilités de Rosa Sef et à Pacou pour commencer ma pratique de droit. Alors moi, à la fin pratique, j'ai disparu de la carte de 75 à 81.

Donc la période de déchirement de 78, je l'ai vue de l'extérieur. C'est ça. Moi, en 77, j'ai accepté d'être travaillée à Québec avec Mme Valliette.

Donc j'étais plus à Montréal aussi. Et c'est cette époque-là où il y a eu des tensions internes. Qui a été un des élus qui nous ont amenés à l'élection de 78.

Il n'y avait qu'un seul élu. Avec Michael Fenton. Encore heureux.

Encore heureux, oui. Encore heureux que le maire de Rabot ait finalement décidé de désigner de facto une personne qu'il allait appuyer. Parce que si Michael n'avait pas quelqu'un qui peut seconder ses émotions, il ne se passerait strictement rien au conseil.

Bon, c'était correct, là. Sur un signal de démocratie, on a désigné un tel. Ta job, ça va être systématiquement d'appuyer l'émotion de Michael Fenton.

Mais pour avoir eu l'occasion de jaser longuement avec Michael de cette période-là, je pense que ça fait partie des consultations que j'ai faites avant de plonger en 82, c'était héroïque. Il menait sa part tout seul, faisait ses recherches tout seul. Il ne pouvait pas se fier au téléphone pour avoir des téléphones privés.

Il devait sortir à une compé en hiver avec sa capote et aller dans le stationnement public en face pour avoir un téléphone public privé. Parce que les lignes à l'hôtel de ville étaient toutes interconnectées et tout le monde faisait savoir ce que tout le monde faisait. C'était des conditions épouvantables de travail.

Et il a fait malgré tout un travail remarquable. Moi, je suis tombé à l'arrière-envers quand je suis rentré en 82 dans son sous-sol pour voir la qualité de la documentation urbaine qu'il avait constituée. C'est un archiviste de tempérament.

C'est un ingénieur, mais c'est un archiviste de tempérament. Une des plus belles collections d'archives urbaines, c'est Michael qui l'avait. L'autre a gagné.

J'ai regardé tout ça sans baisser. Et elle nous donne accès si on veut. C'était ma formation.

C'était ma formation. Quand on m'a demandé de songer à la candidature à la mairie en 82, à l'époque où le GAM et le RCM se voisinaient toujours en disant « tu peux être le chef unique des deux parties réunifiées », pour me convaincre de plonger, compte tenu du fait que je me considérais ignoble sur les questions urbaines, pour de vrai, je connaissais un petit peu de tout, mais pas beaucoup, j'avais convenu avec Michael, si Michael ne m'appuyait pas, je n'allais pas. Pour moi, c'était de loin la personne la plus sérieuse, la meilleure garante que je peux avoir d'appui.

Une fois qu'il m'a dit qu'il était prêt à m'appuyer, pendant six semaines, Michael m'a organisé un programme d'études où le matin, j'étais en vacances, le matin, je prenais un avantage pour gérer ces dossiers par thème. Et c'est ça qui a fait que quand je suis revenu de vacances et que j'ai avancé ma candidature, j'étais capable d'avoir une certaine crédibilité parce que le know-how accumulé par le RCM, par le travail dans les quartiers, avait été colligé, systématisé, organisé. Et moi, j'ai pu en réussir et c'est ça qui a contribué puissamment, je dirais à ma formation, mais surtout à me donner une certaine crédibilité pour quelqu'un qui n'avait jamais été élu, qui sortait de nulle part, qui avait donné un petit coup de main à la Trésorerie.

Après six semaines, je reviens et entre les deux six semaines, il s'est passé quelque chose de extraordinaire. Un, j'apprends dans le devoir que le chef Harry Paul et Vignola vont être le chef du gamme des candidats à la mairie. Donc, les pseudo-discussions entre le RCM et nous venaient d'éclater, parce qu'ils venaient de choisir leur candidat à la mairie.

Fait que là, j'ai dit, bon, il vaut mieux faire la lutte à trois encore une fois. S'éclate le job, c'est le quartier Vignola qu'on va positionner comme en deuxième. Mais après ça, je reviens en ville et là, je convoque une réunion de l'exécutif du RCM.

C'est pas une blague, là, t'sais. Alors, on s'assoit autour de la table. Je leur ai demandé de faire le point sur trois choses.

Un, on était, du point de vue des candidatures, puisqu'en partant, la moitié des districts, c'était le gamme. Qu'est-ce qu'on avait à peu près? Quel effort avons-nous? Entends-nous, là, si on est en avant, quel effort avons-nous à faire pour recruter des candidats pour qu'on les... Deux, quel était l'état des finances du parti? OK? C'est quand on fait travailler. Et trois, quel était l'état du membership du parti? T'sais, le membership, pas le nombre de cartes qu'on détenait, les gens qui étaient membres actifs.

Et je vois encore, le secrétaire de l'époque qui avait une boîte de chaussures Brown, dans laquelle il y avait ses cartes, puis il y avait un petit paquet de cartes attachées qui n'étaient pas les mêmes. Un gros paquet de cartes attachées en bas. Puis je dis, le petit paquet, c'est-tu les membres actifs ou les membres non-actifs? Il me dit, non, ça, c'est les membres actifs.

Fait que je pense, au total, c'était catastrophique. C'était 300 membres pour le fait même d'être actif, 1 200 non-remouvlés. Quand ils ont fini par faire la comptabilité, c'était une machine à mi-temps.

Alors, t'sais, tu faisais ton total, puis là, tu faisais le double de total, puis quand le double de total monte, il sort en haut. On est moins 700 piastres. On est à 700 piastres dans le taux.

Alors là, je suis vraiment... Je reviens à la maison, je me dis, là, c'est-tu que j'ai pris une mauvaise décision, je vais s'embarquer, qu'est-ce que... Il faut que je fasse tout. Et ce qui m'a sauvé, c'est que le même devoir, tout de suite, le lendemain, j'ai ouvert la page et je vois le ministre, Lucien Lessard, démissionne comme ministre, avec la fusion difficile qu'il avait eue dans son comté. Et là, je vois que Jean-Robert Choquin, son chef de cabinet, pouvait éventuellement être disponible.

Et c'est comme ça que j'ai contacté Jean-Robert pour voir son intérêt à venir nous épauler. Et là, il me dit, oui, oui, oui, mais, t'sais, moi, je suis vulnérable de ce lendemain. Mon dossier, là, c'est la pile.

Le lendemain qu'il m'appelle, je ne peux pas dire que je suis en train de faire une campagne électorale, il faut que j'aïlle travailler, t'sais. J'ai le droit de m'occuper. J'avais dit à Jean-Robert, ça, je m'en occupe.

Je vais m'occuper du truc-là. Si toi, t'es prêt à me donner un coup de main, ça, je vais tout m'en occuper. Et je m'en étais occupé.

J'avais fait mettre le dossier de Jean-Robert en-dessous de la pile pour le 20 novembre, une semaine après l'élection. Et là, il est embarqué. Et Jean-Robert, c'est là que Jean-Robert avait dit, genre, tu ne peux pas tout faire.

Là, t'as tous tes dépôts. Fait que là, le petit singe, ce financement, le petit singe, le membership,

même le refutement de candidats, t'as des noms, puis on va y travailler. Ça, je te prends sur mon épaule.

Toi, il faut que tu livres le contenu. Puis là, tu peux faire la première conférence de presse qui arrive deux, trois jours après. Et là, la première conférence de presse, t'as dit, bien là, je suis seul.

Oui, je vais faire le contenu, puis je peux faire des vannes. C'est à peu près ça. Et ce qui a permis de faire ça, c'est ma coupe.

J'avais tellement de bonnes préparations sur les contenus. Parce que toute la gang, la classe politique, les temps qui suivait ça de très près, les hauts-devoirs... Jean-Claude Leclerc. Oui, puis le grand journaliste physiquement très grand qui était là, et qui suivait ça à la trace.

Je me souviens pas son nom. Alain Diamel. Alain Diamel, voilà.

Ça, c'était... Ensuite, après la conférence, il enseignait un petit dossier ici, puis un petit dossier là, puis un petit dossier là. Puis là, ils sont tous faits l'opinion. Il va bien passer.

Mais ça devrait marcher. En tout cas, il n'y a rien à savoir de quoi il parle. Mais le test qui allait suivre, c'est le test avec Pasco.

Alors, je sortais de cette conférence d'opéras ça, et ma première entrevue publique, c'était avec Pierre Pasco. Et Pierre Pasco, avant de le rencontrer, j'avais eu l'occasion de côtoyer Michel Chartrand à la Caisse populaire de la CSN. J'étais en train d'aller organiser mes comptes parce que je m'en allais en pratique privée.

Et... Chartrand m'a dit, «Tu sais, Jean, est-ce que t'as pas écoeillé par cette bande de mangeurs de barres-là?» C'était là. À la Chartrand. «Mais est-ce que t'as pas écoeillé par ce monde-là?» Il dit, «Tu sais, ton métier, il n'y a rien de déshonoré en dedans.

Tu faisais la même affaire que les drapeaux faisaient quand on lui donnait des mandats de CTCC.» Et ça, ça m'était resté en tête en disant, «Ah oui, on lui donnait des mandats de drapeaux. La CSN, l'ancienne CSN, nous donnait des mandats de drapeaux.» Je suis arrivé en studio, et là on a Pasco en question. Il fait le classique, Pasco.

«Non, M. Doré, franchement, c'est pas sérieux, M. Doré. Un syndicaliste qui veut dire que j'ai 22 000 employés, je n'ai aucune crédibilité pour être capable de négocier comme patron. Franchement, tu sais... Alors, je laisse terminer, et dans ma tête, je compte 10 secondes.

C'est là où 10 secondes à la radio en silence. C'est un immense silence. Puis, il n'ose pas trop intervenir.

Il attend ma réponse. Et ma première réponse a été de dire, «Elles vont en train de me dire que je fais un métier déshonorant. Elles vont en train de me dire que défendre des travailleurs, leur d'avoir droit à l'association, c'est quelque chose qui les étonne dans la société.

Elles vont en train de me dire, comme M. Drapeau prenait des mandats de la CTCC, l'ancienne CSN, dans le cas de l'arrêt d'Augustus, lui aussi s'est déshonoré et se salissait les mains. Ça ne l'a pas empêché d'être maire de Montréal. Je fais exactement le même métier.

Je porte exactement les mêmes valeurs. Alors, s'il vous plaît, on passe à autre chose. À vous des questions à poser sur les questions urbaines.

Ah oui, bien évidemment, vu comme ça... Et c'est comme ça que j'ai changé de situation. C'était fini. C'était M. Michel St-Franck qui avait terminé.

Alors, je dirais, c'était une conjonction de... En une semaine, tout s'est joué. Jean Robert démissionne, accepte de venir prendre en charge la campagne, qui, moi, me soulage complètement. Je pense que je n'aurais pas pu performer autant pendant la campagne s'il y avait eu à traîner tout ce que supposait l'organisation du parti.

Et c'était un effort de Québec Sports. Jean Robert a construit l'équipe. Écoute, on a fini avec... 14? 14, c'est tout à fait 14.

Et parmi... un certain nombre de gens ont articulé, mettons, comme ça. Et toi, quand t'as joué cette équipe-là, c'est Jean-Claude qui t'a laissé sa place, c'est ça? Après coup. C'est ça.

Moi, c'est Thérèse Daviau qui m'a approché comme candidat à la mairie. En fait, candidat pour les deux partis. Avec l'accord du gars.

Pour, après ça, m'en ramasser tout seul. Là, j'avais lu le programme et je lui ai dit, ah, le programme est défendant. Il y a des offres un peu... Il avait enlevé les affaires de l'expropriation du sol urbain.

Mais après coup, je suis défait en 82. Je commence ma pratique privée. Siège aux instances.

J'envoie mes fonds dès 6 mois plus tard. Lui, il n'a pas l'intention de finir son emploi dans Saint-Jean-Baptiste. Il va quitter son siège.

Donc, ça vaut... Ça lui a emmené, je veux dire, de mémoire. Et ça a été une belle bataille. Parce que le Parti civique n'est pas au sérieux.

Ils se sont mis, chacun les conseillait. Et là, ça conforte. À ce moment où tu es venu dans Saint-Jean-Baptiste, ça conforte sérieusement une candidature gagnante pour 86.

Oui. Je pense que là, je suis là, je rentre à 82% du vote, ce qui signifie que le chef d'opposition a un mandat. Et en plus, il se produisait un incident qui a comme renforcé cette image-là que l'air de rapport commençait à fléchir.

C'est l'incident des budgets pour les fonds de recherche chez le secrétariat. Quand je rencontre... Quand le rapport m'a fait venir, après la serventation, je suis assermenté comme conseiller municipal, il m'emmène me recevoir, il arrive dans son bureau, il me dit « Bienvenue

dans ma maison ». Et là, je lui dis « Ouais, bien, vous êtes dans la maison des citoyens, c'est une vraie France en terre. C'est pas la vie de vie à bout de table.

Mais il s'est mis là. C'est sa maison, tu sais, un peu. Je lui dis « Puisque vous parlez justement de l'indicatif qu'on peut faire pour vous aider, puisque vous ouvrez la porte si gentiment, oui, il y a un problème qui ne peut plus durer.

Michael Finstad ne peut plus traverser la rue et aller toujours téléphoner d'autre part dans le téléphone public parce que c'est le seul téléphone privé à sa portée, l'hiver comme l'été, puis faire du travail où n'importe qui peut savoir ce qu'on fait. On a le ministre des administrations. On est la septième administration au Canada.

Il n'y a pas de raison qu'on n'ait pas un budget de recherche. Et là, il me dit, puis un bureau ou deux dans l'hôtel de ville pour qu'on puisse faire le travail. Et là, il me dit « Non, on n'a jamais fait ça.

C'est pas notre priorité. C'est pas dans les jus de la maison. » Alors là, j'ai dit à M. Drapeau, M. Drapeau, « Prenez acte que ça ne restera pas là.

On est en mai. On est en mai. On va en être en mai.

Et en sortant de là, je m'enferme. Pendant 24 heures, je suis tellement furieux. J'ai l'air en vert.

Pendant 24 heures, je suis arrivé avec un projet de loi que M. Drapeau, je lui ai dit, « Le projet de loi, qui est presque celui qui est adapté, un dixième de 1%, les villes de Saint-Rémy-des-Plusses, c'est genre celui-là. Puis là, je m'en sers en vert. Je lui dis ça.

On est-tu capables de défendre ça avec les oppositions des sept principales villes du Québec? Puis si la réponse est oui, on va convaincre le gouvernement, comme les oppositions à Québec, que ça marche. Et effectivement, on tapait le travail un peu. Et là, basé sur la stratégie, j'appelle évidemment Michel Carpentier qui est le grand patron à Québec, qui est fonctionnaire, qui est le bras droit de M. Lévesque.

J'explique la situation et je lui envoie une copie. Puis je lui dis, « Ce que je souhaiterais, c'est quand M. Marcoux, qui va faire sienne ce projet de loi-là, parlera de projet de loi à M. Lévesque, il faut que M. Lévesque le dise, parce qu'il a une excellente initiative et qu'il va l'appuyer. Tout ce que je demande.

Puis moi, je m'occupe de Marcoux, puis je lui dis, « Gilles Vaillancourt, le président de la VAL, qui est dans l'opposition, il va s'occuper des libéraux. Les libéraux ne proposeront pas de problème pour un projet de loi déposé le 30 juin. » Ben, le 30 mai, on était à la base de la Lanne du 15 mai, ça prenait le record.

Puis, du côté des villes. Puis là, ben, c'est M. Marcoux qui est le maintenant directeur général de la ville de Montréal. Mais qu'il y a eu le courage, je dois le souligner, parce que c'était le député

Drzewinski, de prendre ses responsabilités.

Moi, je dirais, en matière de lois démocratiques, quand les lois démocratiques sont spoliées, il y a juste le ministre qui est en place, qui est capable de remettre de l'ordre. Et c'est votre responsabilité, M. le ministre, de régler ce problème-là une fois pour toutes. Vous ne penseriez même pas siéger au gouvernement national sans minimum de ressources pour être capable de faire le travail.

Mais nous, on fait ça depuis des années, des décennies. Ça n'a plus de bon sens. Et là, ils trouvaient ça bien habile, le fait que ça soit juste les villes de 700 000 et plus.

Donc, ça évitait tous les problèmes avec l'UNQ, l'FMQ. Les gens qui étaient autour de la table, toutes les oppositions. Mais là, ils se disaient, c'est pas un projet de loi privé, on n'amende pas les chars.

C'est un projet de loi public. Québec décrète que dans les villes de 100 000 et plus, un dixième de 1% du budget va être accordé et ça va être fait comme ça. Et la loi est effectuée le 1er juillet.

OK? C'est ça que je veux. C'est ça qu'il faut. Ça, ça va donner le ton.

Et bien, il a fait sa job. Un moment donné, j'ai reçu un téléphone. J'étais à Montréal.

On siégeait, d'ailleurs. Il m'a donné l'histoire. Il s'est téléphoné de ça.

C'est Marcou. Il m'a dit que le maire ne se pourrait pas être à la Commission du sud de la rue, il se pourrait être à Québec. C'est à ce soir que la game se joue.

J'ai jamais vu ça dans ma vie. En une heure. Il y avait tellement de consensus.

La loi est appelée. Première lecture. Deuxième lecture.

Troisième lecture. Sanction. Et quand je quitte le travail national, je me vois sanctionné en vigueur, deux semaines plus tard.

Et là, je reviens à Montréal et je pose la question à M. Drapeau. Il m'a fait une prise de la propriété. Est-ce que le maire entend respecter la nouvelle loi décrétée hier par le gouvernement du Québec? C'est impossible, ils n'ont pas consulté.

Je disais, non, vous n'avez pas compris. Ils n'ont pas amendé la Charte de la ville. Il y a une loi d'ordre public, ils ont pas oublié de vous consulter pour ça.

Et effectivement, ils ne vous ont pas consulté. Parce qu'ils savaient la base de votre réponse. Ma question, c'est allez-vous, entendez-vous respecter la loi d'ici deux semaines pour son application? Il a dit, si la loi est dans l'ordre public, on n'aura pas le choix.

On en est au comptant sûr. Et quand, je le rappelle, quand on sort, on sort à l'époque où le fauteuil est toujours en 11 fois, c'est dans 11 heures, et quand je crois à M. Drapeau, je dis à M.

Drapeau, qu'est-ce que je vous avais dit dans votre bureau? Ça n'en reste peut-être pas là. Mais ça, c'est ma réponse aujourd'hui.

On va maintenant travailler dans des conditions acceptables. Ça, je pense que ça, ça, dans l'esprit de M. Drapeau, ça l'a frappé. Il s'est rendu compte que, whoops, il avait affaire à des joueurs qui avaient changé, qui étaient capables de changer le jeu, capables d'influencer.

Et ça l'a amené à plus de respect. Je l'ai fait pour la suite des choses. Je n'ai pas consulté sur grand-chose, à part la couleur des cartes de Noël.

Mais il avait commencé déjà, lui, à prendre un certain recul aussi. C'était un peu M. Lamarck qui était vraiment à la cuisine. M. Lamarck était à la cuisine, puis M. Lamarck était auteur de ce qui était M. Lamarck.

Il s'occupait de tout, mais sans ordonnancement. Au fur et à mesure, les dossiers arrivaient. J'ai conservé, pour des fins d'archive, la feuille de rencontre après l'élection avec lui.

C'était un shed-off de 25 items qui vont de les photos du rapport annuel en passant par les modifications à tel ou tel règlement, en passant par... Tout était un peu tout mailé, tout était un peu tout croche. Mais c'était comme ça qu'il gérait. Il gérait la petite semaine, il gérait le magasin de chaussures, alors il gérait la dernière pulpe.

En bon père de famille. Je n'ai pas grand-chose à dire sur sa qualité morale quant à la gestion, mais il n'y avait plus de vision. L'influence d'une position structurée que vous étiez avait remis à l'heure du jour à Montréal des préoccupations d'ordre d'urbanisme.

Il y avait eu l'opération je ne suis pas trop simple, le logement. Certaines préoccupations que moi j'ai toujours identifiées comme l'impact de l'opposition sur l'administration. Et ça, la mère, elle avait mieux saisi à la petite semaine, par opération détachée, qu'à l'époque.

Elle avait commencé un certain nombre de réformes qui s'inspiraient, je ne dirais pas que c'était le programme du RCM, mais qui s'inspiraient d'une nouvelle vision de la ville qui avait été mise à l'heure du jour. Entre autres lors des consultations sur Angus. C'est eux qui ont fait ça.

C'est rare qu'ils aient fait des consultations. Et ils ont intégré une partie importante de logement social, d'un projet qui n'était pas privé au départ. Et ça, c'était drôte, beaucoup à l'influence du Comité Logement.

Heureusement, bien sûr, il y a eu des gens qui l'animaient, dont André Lavallée, mais aussi du RCM qui l'appuyait. Et ça, c'était une identification que les choses changeaient. Ça n'a pas eu de plus d'influence sur ces dossiers-là.

Mais M. Lamarre était plus ouvert. Il était capable de faire des compromis projet par projet, et dans ce cas-là, c'était un compromis important qu'on a analysé quand on a été élu, mais qu'on a quand même initié pendant qu'il était là. Moi, il y a une chose, on pourrait parler de tous les

projets qui se sont élaborés pour la ville à cette époque-là, mais il y a un aspect qui me tient à cœur, et tu as témoin d'avoir été étranger à ça, c'est d'avoir préservé ce qui était vraiment de la création, la volonté de faire une place importante aux femmes dans ce parti-là.

Je me souviens que dès l'élection de 1986, l'objectif était, si possible, moitié-moitié pour ce qui était les candidatures. C'était l'objectif visé. Beaucoup de gens qui ont travaillé, il y a des secteurs de la ville à Rosemont, par exemple, ça a été une réalité.

Autant que je pense qu'on a réussi à atteindre 38, si je ne me trompe pas, mais on travaillait vraiment pour avoir une égalité de candidats et de candidates en 1986. C'est le genre d'idées qui ne peuvent s'implanter dans un parti que si ces deux principaux le veulent, parce que ce n'était pas naturel encore. Non, non, puis il y avait comme les femmes étaient de nouvelles venues dans bien des cas.

Les hommes du ACM, certains avaient été élus en 1974, réélus après coup. Il y avait comme un droit d'aînesse, un droit d'ancienneté en quelque sorte. Et quand tu rentres un candidat qui vient fraîchement d'être élu en 1986... Parce qu'il n'en restait qu'une de l'équipe de 1974 qui était Thérèse Daliot.

Exactement. Les autres c'étaient des nouvelles. C'est ça.

Il fallait refaire la place. Tant à la Ville qu'à la Communauté urbaine, parce qu'on gérait les villéniaux, c'était, oui, une balance délicate. Je pense qu'on est arrivés à marquer le pas en faisant une plus large place aux femmes, c'est clair.

Et ce n'est que malheureusement dans le deuxième mandat en 1990 que l'on va pouvoir atteindre la parité, au moins un comité exécutif entre hommes et femmes, avec une présidente du comité exécutif pour la première fois dans l'histoire de Montréal. Et ça, je pense que c'était tout le travail qui a été fait là-dessus que quand je regarde rétrospectivement les femmes dans les emplois non-traditionnels, je pense aux écoles de vie, du côté policière et du côté pompier aussi, on a fait beaucoup d'efforts, mais ça a changé un peu le visage de la Ville. Et ça a permis aux femmes de prendre une place qu'elles n'avaient pas, parce qu'on leur tournait le dos littéralement.

J'ai eu beaucoup de témoignages sympathiques de pauvres sur la rue où tu rencontres des femmes comme vous et certaines se rappellent et remercient l'ACN d'avoir mis en place des politiques qui ont permis... C'est tout à fait le genre d'action qu'on pose, de constance dans une position de parti, de position de maire qui fait qu'avec du recul, à un moment donné, on découvre que ça a été historique, c'est-à-dire que ça a marqué le mouvement des femmes, la place des femmes à Montréal, la notion de la place des femmes dans le développement, c'est reconnu comme à ce moment-là, une première impulsion importante qu'on a retrouvée après ça ailleurs dans d'autres gouvernements, d'autres façons, mais c'était... ça je voulais consulter un peu, parce que pour moi c'était l'un des grands porteurs de cette idée-là. On a entrepris... Quand on a été élu en 1996, on a entrepris un grand chantier sur tous les fronts, le front de la

démocratisation, le front de l'urbanisme, le front de l'aménagement urbain, la protection des espaces naturels pour les fins de parc, des investissements importants pour renouveler les infrastructures ou dans certains cas, rajeunir encore une fois des espaces verts, je pense en particulier au Parc Jean-Louis, qui était littéralement un champ de patates et qui est un parc magnifique maintenant qui s'occupe de tout ça. Sur tous les fronts, on était... Bon, le front nous a reproché de ne pas avoir assez identifié de priorités et d'être trop éparpillé, mais il y avait tellement à faire.

Il y avait tellement de chantiers, il fallait ouvrir... Y compris la réorganisation de l'appareil municipal même. Y compris la réorganisation de l'appareil municipal, le début d'une forme de gestion en territoire avec les conseils garantissants qu'on a fait dans le premier mandat, tout à fait pratique. Je trouve que c'était... On a pris les bouchées d'eau, littéralement.

Je comprends que des gens trouvent ça essoufflant, mais je pense que c'est indispensable au plus égard au rattrapage qu'il y avait à faire dans ce début-là. Et ça a permis, dans bien des cas, de mettre en vente des projets qui peut-être autrement ne se seraient pas faits. Et là, je pense en particulier quand on a fait deux ans, en 88, il y a quelqu'un qui a l'une à l'une à venir en disant, qu'est-ce qu'on prépare pour le 350e? Le 350e, c'était quatre ans plus tard, c'était en 92.

Et la réponse à ce moment-là, c'était rien. Bon, on m'avait dit que M. Lerapo avait un dossier. Alors, je suis allé chercher et faire chercher le dossier de M. Lerapo.

Il n'y avait rien dans le dossier. C'était l'une des pires. Donc, on partait de rien.

Le Lavalais, qui était venu à l'hôtel de ville. C'était sympathique. Il avait un plaisir de courtoisie, comme on disait souvent.

Et il était un peu bourru, à sa façon habituelle. Il commençait à me dire, depuis que j'étais là, on a moins de contrats. Je lui disais, non, non, vous avez pu tous les contrats.

Ça, c'est différent. Je lui avais dit que j'allais rejeter la taille des appels de offres en fonction de la taille d'entreprise. J'ai gardé la citation sur collection en haut d'un projet de 24 millions.

C'est ce qu'il a eu. C'est ça. Par contre, il y a eu un petit projet avant, il y a eu 150 000.

On lui a donné un système d'ingénieur parce que pour eux, c'était important d'avoir un CV. C'est ma façon de faire les choses. Si vous trouvez que c'est injuste, me le dites.

Je n'ai jamais promis de contrat. J'ai promis de la compétition. Mais il y en a un autre.

Il ne se perdait pas votre part. Ouais, ouais, ouais, ouais, c'est logique, c'est logique. Mais là, vous devez penser aux trois CV.

Il m'a dit ça. Vous pensez au projet de 50e? Non. Il a 17 ans.

Les projets prennent trois ou quatre ans. Il dit, moi, j'en ai un qui me fatigue. Je lui ai dit, quel?

C'est l'arrangement du budget des baux d'or.

Je lui ai dit, ça fait des années que ça traîne. Ça fait des années, des années. Je lui ai dit, c'est vrai que ça traîne.

Qu'est-ce qui traîne? Il dit, la ville ne veut pas céder la ruelle en arrière pour l'agrandissement du projet. Je lui ai dit, la ville ne veut pas céder la ruelle en arrière pour l'agrandissement du projet. Je lui ai dit, oui, qu'est-ce que ça me précède? Domaine public reste domaine public.

Ah bon, OK. Bon, je vais juste regarder le suivant. On va s'entendre, vous allez être mon complice pour d'autres événements du 30e et 40e.

Mais ça, considérez, je suis convaincu que c'est la ville qui cède le terrain pour un dollar et autres considérations. Ça va être notre contribution. Puis le fédéral pourra inceller le privé et payer la différence.

Puis on a un nouveau musée des baux d'or pour 92, puis c'est considéré que la chose va être faite. On va vous aider sur ça la semaine prochaine. Et là, ça m'a allumé en disant, là, il faut commencer à mettre une stratégie où l'échéancier fait que les choses se font.

Qu'est-ce qui prenait le paysage? Le vieux port était pas aménagé. Le parc des îles, peut-être donc. On commençait les arciers, tous les projets qui ne marchaient pas.

La Chambre de Mars, c'était un parking. J'avais vu des fouilles archéologiques sur la Place Royale où on mettait du sable par-dessus et on allait rire ça, pêcher ça. Alors que j'avais lancé l'idée, peut-être, que ça n'était pas une bonne idée.

Et c'est comme ça que ces projets-là ont été formés. Et, bon, c'est que j'étais le piédon à travers tout ça, parce que Québec ne voulait plus jamais l'ancien Vélodrome, mais ça a été, dans le fond, de l'aigle. Et tout ça, parce que, dans le fond, M. Lamarre avait eu la bonne idée de venir chez Orlé, mais de se chercher Orlé parce qu'il n'y avait pas de contrôle.

C'était classique. Il venait tout... Il était provoqué de tout ça. Mais lui, il était extrêmement stigmatisé.

Lui, il me disait, il n'y a rien en lui qui serait ce qu'il va l'échéancier. C'est vraiment... Donnez-moi l'échéancier, là. C'est comme Archimède.

Donnez-moi un point d'appui sur le monde. Donnez-moi l'échéancier. Il faut pas que ça t'arrive malgré.

Et ça, ça aurait été... Je suis sorti de la rencontre avec M. Lamarre. Je te dis que il est allumé. Je pense qu'il vient de m'allumer.

C'est là qu'on a décidé de... M. Lamarre, depuis un temps, il faut commencer à me donner de l'échéancier. Il y a la corporation, tout le reste. Et ça a donné des legs.

Il reste... Ça a donné des legs importants au total aux Anglais. Qui n'en profiteront pas aujourd'hui. On a fait un bon survol historique de la construction de... On pourrait arrêter ici maintenant et reprendre éventuellement sur des aspects plus particuliers.

C'était d'accord.

Ce fichier dure plus de 30 minutes.

Passez à Illimité sur <https://turboscribe.ai/fr/> pour transcrire des fichiers jusqu'à 10 heures.